

suis très peu intéressé à l'œuvre de la Société des Nations. Cette Société était essentiellement une ligue de vainqueurs.

Un MEMBRE: Et elle l'est encore.

M. WOODSWORTH: Quelqu'un dit qu'elle l'est encore. Pas tout à fait, bien que certaines nations en s'en retirant l'aient fait rétrograder quelque peu. De plus, la Société des nations a été essentiellement capitaliste. Comme je suis un de ceux qui croient que nous devons nous débarrasser du capitalisme, on ne peut s'attendre que je m'intéresse vivement à des politiques absolument fondées sur le capitalisme. Les Etats-Unis n'en font pas encore partie. Comme cette nation, avec laquelle nous sommes le plus intimement liés, n'est pas membre de la Société, il me semble que nous sommes placés dans une situation assez particulière en étant le seul pays de l'Amérique du Nord qui fasse partie de la Société. De fait, lorsque, il y a plusieurs années, j'ai eu l'occasion d'être à Genève durant une session de cette assemblée, j'ai eu l'impression que la Société était encore, en grande mesure, une institution européenne. Je voudrais le contraire. Elle ne l'est pas d'un point de vue idéal, mais dans la pratique on sent qu'elle est largement dominée par les puissances européennes et ne s'intéresse surtout qu'à la politique d'Europe. Je ne crois pas que le Canada, en qualité de membre de la Société, ait accepté ses obligations très sérieusement. Avouons que nous n'avons pas toujours envoyé à Genève pour nous représenter des hommes versés spécialement dans les affaires étrangères. Nous nous sommes acquittés de nos dûs envers la Société, et c'est presque tout ce que nous avons fait.

Le Canada, à l'instar de toutes les nations, a trois alternatives à envisager: une tentative d'isolement, le système discrédité des alliances militaires et une sécurité collective au moyen d'une société réformée et vivifiée. Quant à l'isolement, il peut paraître attrayant, et je dois dire que tant que la Société sera constituée telle qu'elle l'est actuellement, et sera aussi impuissante que dans le passé, c'est peut-être la seule politique immédiatement admissible pour le Canada. J'approuve donc fortement l'honorable député de Labelle. Nous ne devons pas nous mêler des affaires de l'empire; voyons à ce que les jeunes Canadiens ne soient pas sacrifiés sur les champs de bataille de l'Europe, ou, j'ajouterai, de l'Asie. Cependant, je ne pense pas que cette politique d'isolement puisse nous exclure de la guerre.

J'ai mentionné les alliances militaires. Les seules alliances, à peu près, que nous ayons maintenant sont celles des Etats-Unis et du

[M. Woodsworth.]

Royaume-Uni. Elles ne sont pas militaires, mais en grande partie sentimentales. Cependant, elles sont d'un prix inestimable et, à mon sens, beaucoup plus efficaces que les alliances militaires pour le maintien de la paix.

Je passe à la troisième alternative—et je n'en vois pas d'autre—celle de la sécurité collective. Elle semble être le seul espoir de l'univers. Le Canada, je viens de le dire, est déjà membre de la Société, bien que nous n'ayons pas assumé nos obligations très sérieusement. Mais, si nous voulons la paix, soyons prêts à en payer le prix, et il est peut-être bien plus élevé que certains parmi nous l'aient jamais imaginé. Il peut comporter des sanctions économiques qui seront un véritable sacrifice pour les Canadiens, mais lorsque nous songeons aux sacrifices qu'entraîne la guerre, nous ne devrions pas hésiter à nous sacrifier autant que possible dans le but d'obtenir la paix.

Il y a deux dangers immédiats dans l'univers aujourd'hui: l'Allemagne et le Japon.

M. BROWN: L'honorable député peut-il développer son idée au sujet des sacrifices économiques?

M. WOODSWORTH: L'honorable député de Lisgar suggère que je développe mon idée au sujet des sacrifices économiques. Par exemple, si la Société des nations juge à propos que nous n'exportions pas de matériaux essentiels à la fabrication de munitions, je pense que nous devrions consentir à sacrifier les profits que nous rapporte la vente de nickel et autres produits semblables. C'est un exemple entre autres. De plus, si, il y a plusieurs années, le Canada avait décidé de protester d'une manière efficace contre la politique du Japon en Mandchourie, nous aurions bien pu interdire les marchandises japonaises. Cela eût été, peut-être, un énorme sacrifice de notre part, mais nous n'aurions pas dû hésiter, si nous apportions ainsi notre appui contre ce qui semblait être un acte absolument injustifiable du Japon.

J'allais parler durant quelques minutes de ces deux dangers: l'Allemagne et le Japon, mais je me demande si le moment de la suspension de la séance n'est pas arrivé.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

Reprise de la séance

M. WOODSWORTH: Monsieur l'Orateur, puis-je dire quelques mots touchant l'entrée de la Russie dans la Société des nations. Quand nous avons mis l'embargo sur les importations russes, on se souvient de la déclaration qui accompagnait le décret du conseil:

Le Gouvernement est convaincu que la coupe et le transport des bois ainsi que l'extraction